

LE MONDE *diplomatique*

> Mars 2023, pages 20 et 21, en kiosques

UN AN APRÈS L'INVASION DE L'UKRAINE, UNE DÉBÂCLE DU JOURNALISME

Les médias, avant-garde du parti de la guerre

Contrairement à ce qui s'est produit lors des guerres du Golfe et du Kosovo, les médias occidentaux évitent toute analyse critique de leur traitement du conflit en cours. Comment expliquer qu'un tel silence persiste un an après l'invasion de l'Ukraine ? Le caractère indéfendable de l'agression russe justifie-t-il que les journalistes devancent tous les emballages guerriers ?

PAR SERGE HALIMI & PIERRE RIMBERT

LONDRES, 8 février 2023. Après leurs interventions respectives, le premier ministre britannique Rishi Sunak et le président ukrainien Volodymyr Zelensky entament la seconde partie de leur conférence de presse commune. Une correspondante de la BBC Ukraine intervient : « *Bienvenue monsieur le président. J'aimerais beaucoup vous étreindre mais je n'y suis pas autorisée.* » Ignorant les recommandations de son service de sécurité, M. Zelensky descend alors de son estrade et étreint la journaliste sous les applaudissements de ses confrères et de M. Sunak. Puis la représentante du contrepouvoir enchaîne en s'adressant au premier ministre britannique : « *Vous savez que des soldats ukrainiens meurent tous les jours. Ne pensez-vous pas que cette décision concernant les avions de chasse prend trop de temps ?* » En 2003, lors de l'invasion de l'Irak, la pratique d'un journalisme « embarqué » (*embedded*) avec les militaires américains avait fait grincer des dents au sein de la profession. Vingt ans plus tard, le journalisme « enlacé » a remporté la guerre d'Ukraine.

En France aussi, le code de conduite énoncé par le fondateur du quotidien *Le Monde* (et de ce mensuel) Hubert Beuve-Méry — « *le contact et la distance* » — a été remisé au magasin des accessoires. Du moins lorsqu'il s'agit du président ukrainien : « *En vrai, il est sympa, assez cool, souvent drôle et pas du tout économe de son temps* », dit Isabelle Lasserre, correspondante diplomatique du *Figaro*, choyée par les autres médias, France Inter et LCI en particulier, depuis qu'elle affiche des positions jusqu'au-boutistes sur l'Ukraine. « *Il a une forme de leadership incroyable, il a un charisme très intense, il va droit au but, toutes ses phrases sont des convictions* » (« C politique », France 5, 12 février 2023).

Théâtraliser le faux, escamoter le vrai

Panégyriques, étreintes, questions onctueuses : la vénération de la presse occidentale pour le président en treillis kaki paraît conforter l'idée de médias à la remorque des dirigeants politiques. Mais cette image est trompeuse. Car, depuis l'élection de M. Donald Trump en 2016 et plus encore depuis l'agression de l'Ukraine par la Russie, « le journalisme » se comporte de plus en plus, aux États-Unis mais aussi en Europe, comme un acteur politique autonome, doté de ses propres priorités idéologiques. Contrairement aux partis traditionnels, celui que constituent les médias anime et nourrit simultanément les tendances rivales qui forment les deux branches de sa clientèle, l'une de droite dure (Fox News, *The Sun*, CNews...), l'autre libérale (*The New York Times*, *The Washington Post*, CNN, *The Guardian*, *Le Monde*, etc.). Adossé à ces deux audiences qui l'une et l'autre réclament une lecture

militante des événements, « le journalisme » se garde de braquer ses fidèles en ne les faisant jamais douter de l'histoire enchantée qu'il leur sert. Ces médias de combat ont polarisé les États-Unis autour de sujets fictifs (« M. Trump est la marionnette du Kremlin » ; « L'élection de M. Joseph Biden a été truquée »). Depuis l'invasion de l'Ukraine, ils engagent l'Occident dans une guerre contre la Russie en supprimant de l'espace public tout débat sur les risques d'une escalade militaire.

Leur entreprise est favorisée par des réflexes hérités de la guerre froide : images d'archives (souvent rediffusées) des écoliers américains apprenant à se protéger d'une attaque nucléaire soviétique, longue obsession de la subversion communiste aux États-Unis, paranoïa récurrente de l'« ennemi intérieur » (1). On aurait pu cependant imaginer que la fin de l'Union soviétique et l'arrivée au Kremlin d'un président, Boris Eltsine, puissamment soutenu par les Occidentaux — et presque servile à leur égard — appelleraient des relations plus cordiales entre les deux anciens protagonistes d'un affrontement devenu sans objet. La population russe y aspirait alors tout autant que ses dirigeants : au début des années 1990, lorsqu'on interrogeait ces anciens citoyens soviétiques sur leur partenaire international préféré, 74 % d'entre eux désignaient les États-Unis (2).

Cette passion ne fut pas réciproque. Les dirigeants américains et les médias s'accordèrent pour traiter la Russie comme un pays vaincu. Elle devrait non seulement se plier aux règles du capitalisme libéral alors triomphant, mais aussi demeurer dans une position de faiblesse stratégique afin qu'aucune puissance hostile ne menace plus jamais l'hégémonie américaine. En 1992, quelques semaines seulement après la fin de l'Union soviétique, un document du Pentagone que la presse rend aussitôt public, le « rapport Wolfowitz », cible déjà la Russie. Il annonce que Washington devra dorénavant « *convaincre d'éventuels rivaux qu'ils n'ont pas besoin d'aspirer à jouer un plus grand rôle, régional ou global* ». Le pouvoir de « conviction » américain serait d'autant plus irrésistible que le Pentagone se promettait de l'adosser à une armée capable de « *dissuader n'importe quelle nation ou groupe de nations de défier la suprématie des États-Unis* (3) ». À l'époque, le « maître du Kremlin » se nomme pourtant Boris Eltsine, pas Vladimir Poutine.

Mais peu importe puisque, à de rares exceptions près — l'Arabie saoudite et Israël en particulier —, les États-Unis et les médias américains se montrent presque aussi intraitables et méprisants envers leurs marionnettes (Eltsine), leurs « alliés » (les États européens) ou leurs adversaires (la Chine, la Russie, l'Iran). Exprimée par le « rapport Wolfowitz », l'idée que « *l'ordre international est en définitive garanti par les États-Unis* » et que ceux-ci « *doivent se mettre en situation d'agir indépendamment quand une action collective ne peut être mise sur pied* » fait consensus au département d'État, dans les think tanks de Washington et dans les salles de rédaction. Ce prisme impérial explique l'automatisme avec lequel toutes les guerres américaines, y compris les plus illégales, ont été fêtées par Fox News comme par le *New York Times*.

Or peu à peu les Russes se sont dépris de l'Occident. Pas seulement parce que la propagande du président Poutine en a construit une image repoussante et menaçante. Mais leur descente aux enfers, largement précipitée par les faiseurs de révolution libérale (4), a conduit 75 % d'entre eux à réprouver dès 1995 la mainmise des groupes étrangers sur leur économie. La part des habitants qui imputaient à l'Occident la volonté d'affaiblir leur pays augmenta. Ajoutés aux expériences de privatisations de grand chemin, la guerre du Kosovo (1999), celle d'Irak (2003), le conflit déclenché par le très proaméricain président de Géorgie (2008), enfin l'élargissement continu de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) ont fini par persuader l'opinion russe que les États-Unis entendaient, sinon « humilier la Russie », du moins la reléguer à un rôle subalterne. Lorsqu'en 2007, lors de la conférence de Munich, M. Poutine dénonce l'installation d'*« un monde unipolaire »* sous bannière occidentale, son sentiment est plus répandu encore dans la population russe qu'au sein des élites de son pays (5).

Aux États-Unis, la construction de l'ennemi russe avait cheminé symétriquement à mesure que désaccords et tensions se multipliaient entre les deux anciennes superpuissances. Cette hostilité s'intensifia d'un coup avec l'élection de M. Trump. Quatre ans plus tôt, en 2012, le président Barack

Obama raillait son concurrent républicain Mitt Romney lorsque celui-ci désignait la Russie comme « *la plus grande menace géopolitique qu'affronte l'Amérique* ». « *La guerre froide est terminée depuis vingt ans* », lui répliquait M. Obama, sourire aux lèvres. La victoire de M. Trump sur Mme Hillary Clinton inversa la donne dès lors qu'on imputa ce résultat aux manigances de M. Poutine. De pays vaincu que Washington espérait domestiquer, la Russie devenait soudain, dans le camp démocrate, une puissance victorieuse qui avait pris le contrôle des États-Unis ! Apparemment terrorisés, des gens aussi intelligents que distingués ouvrirent alors les vannes à un torrent d'inepties. Le « prix Nobel » d'économie Paul Krugman compara le nouveau locataire de la Maison Blanche au personnage joué par Frank Sinatra dans le film *Un crime dans la tête*, un ancien soldat américain en Corée « retourné » par les communistes pour combattre son pays. L'historien Timothy Snyder se chargea de résumer trois ans d'accusations paranoïaques que plusieurs commissions d'enquête allaient instruire : « *Nous n'avons plus à nous demander à quoi ressemblerait le fait de perdre une guerre sur son propre territoire. Nous venons d'en perdre une contre la Russie, et elle a eu pour conséquence l'élection de Donald Trump* (6). »

Nombre de bobards découlèrent de cette croyance. Les médias européens en reprirent la plupart. Pourtant, si l'on met de côté les propos amènes que M. Trump adressa à son homologue russe, sa politique étrangère, souvent confiée à des « faucons » néoconservateurs comme MM. Michael Pompeo ou John Bolton, fut plus dure pour Moscou que celle de son prédécesseur démocrate : les sanctions furent maintenues ; de nombreux membres de la société Wagner furent tués en Syrie ; les États-Unis livrèrent des armes offensives à l'Ukraine. À croire que le président des États-Unis avait tenu compte de l'affectueuse recommandation d'un éditorial du *New York Times* (22 mars 2018) : « *Si M. Trump n'est pas le laquais de M. Poutine, il est plus que temps pour lui de le prouver.* »

La guerre livrée par les grands médias américains à M. Trump illustra la métamorphose du commerce de l'information en une force politique. Au point que l'ex-président américain confia en 2021 au journaliste Jeff Gerth : « *J'ai compris assez vite que j'avais deux emplois. Le premier était de gouverner le pays, le second de survivre aux assauts des fausses nouvelles diffusées par les médias.* » Ex-reporter au *New York Times* pendant près de trente ans, Gerth vient de publier dans la très respectée *Columbia Journalism Review* une enquête-fleuve sur la couverture médiatique du « Russiagate » (7). Ce gratte-ciel de la *fake news* dont les principaux architectes furent le *New York Times*, le *Washington Post*, CNN et MSNBC prétendait que, sans la collusion entre M. Trump et M. Poutine, Mme Clinton aurait occupé le bureau Ovale de la Maison Blanche. Las, après deux années d'instruction, le procureur spécial Robert Mueller, pourtant chouchou des démocrates, avait crevé la baudruche et réfuté toute collusion (8). Le *Washington Post* dut même corriger plusieurs de ses scoops et effacer de son site les affabulations les plus grotesques.

L'enquête de la *Columbia Journalism Review* se parcourt comme un musée des erreurs médiatiques : élision des informations non conformes à la thèse des reporters, course concurrentielle au scoop au détriment de la rigueur, travestissement en « désinformation russe » d'informations vraies mais gênantes pour les démocrates, exposé trompeur de statistiques, usage abusif de sources anonymes (un millier pendant l'ère Trump) vaguement décrites comme « *responsable de l'administration* », « *responsable des renseignements* ».

Même lorsque les agences rectifiaient ou démentaient les informations publiées, la presse, agissant en acteur politique autonome, renchérisait à coups de « révélations » frelatées pour maintenir la pression sur la Maison Blanche. Alors que le contre-espionnage s'avoue incapable de mesurer l'effet politique de comptes manipulés par les Russes sur les réseaux sociaux, le *New York Times* titre sur « *Le complot pour subvertir une élection* » et avance que ces profils Facebook avaient potentiellement touché « *un public total de 126 millions d'Américains* ». Gerth note que la moitié de ces personnes avaient été « *exposées aux messages* » manipulés après l'élection, et que le chiffre en lui-même ne s'apprécie qu'au regard du nombre total d'articles d'actualité postés sur Facebook au cours de la période, soit... 33 000 milliards, ce que le quotidien se gardait de signaler. Une telle omission, estime l'historien Gareth Porter, « *devrait concourir dans les annales du journalisme pour le prix de l'utilisation d'une statistique la*

plus spectaculairement trompeuse de tous les temps ».

Comme pour confirmer ce verdict relatif à la probité de la presse, les médias mis en cause ont accueilli l'enquête de Gerth par un silence de plomb, sans doute confiants dans le fait que leurs clients préfèrent voir réaffirmées leurs convictions plutôt que d'être déniées. Résultat, explique l'auteur, une profession extrêmement influente dans la vie publique n'encourt aucune sanction lorsqu'elle se fourvoie. « *Si vous êtes une entreprise privée qui vend des produits défaillants, le consommateur peut réclamer un remboursement, un échange, l'application d'une garantie ou se plaindre auprès d'une agence publique. Mais contre un journalisme de mauvaise qualité, vous ne pouvez que changer de chaîne, adresser un commentaire à une personne anonyme ou jeter votre journal au panier (9).* »

Le « Russiagate » avait transformé en arme de politique intérieure les questions relatives à une « menace russe » ; les médias en sortaient déconsidérés. La guerre d'Ukraine leur a permis de recycler leur obsession, cette fois à partir d'une agression réelle et dans un contexte politique plus porteur, puisque les deux partis américains s'accordent pour réclamer que les États-Unis arment le pays envahi.

Prélats d'une religion séculière

Un même consensus s'observe en Europe. La guerre du Kosovo de 1999 avait déjà vu les Verts allemands s'engager à fond aux côtés de l'OTAN ; aujourd'hui encore, le soutien à Kiev trouve ses appuis les plus fervents au sein de la gauche libérale et des formations écologistes autrefois tentées par le pacifisme. Pour ces couches cultivées, la défense de l'Ukraine tient lieu de religion séculière : les journalistes, prélats du culte des « valeurs occidentales », prêchent le salut des âmes progressistes enfin mobilisées contre l'impérialisme de Moscou. Les harangues nationalistes et le traditionalisme réactionnaire de M. Poutine favorisent ce militantisme, tout comme la présence d'un démocrate à la Maison Blanche.

La quasi-absence de voix discordantes au sein de la galaxie « progressiste » s'explique aussi par le prix à payer en cas d'écart à la ligne va-t-en-guerre qu'assènent dans un nuancier presque imperceptible LCI et France 2, Mediapart et *Paris Match*, *L'Opinion* et *Politis*, RTL et France Inter. Toute réserve vis-à-vis de la mobilisation générale en faveur de l'Ukraine déclenche en effet polémique ou scandale, même lorsque le très populaire acteur Omar Sy se contente de remarquer que les guerres en Afrique suscitent moins d'indignation (*Le Parisien*, 1er janvier 2023). L'animosité avec laquelle Nicolas Demorand transforme, sur France Inter, ses « questions » en interrogatoire ne surprend plus personne : « *On rappelle quand même que l'Assemblée nationale a affirmé son soutien le plus total à Kiev, condamné le crime d'agression de la Russie envers l'Ukraine, c'était dans une résolution adoptée à une forte majorité, mais les groupes LFI [La France insoumise] et RN [Rassemblement national] se sont largement abstenus. Un député LFI a même voté contre cette résolution. Sur un sujet crucial, aussi crucial, la Nupes [Nouvelle Union populaire, écologique et sociale] ne parle pas d'une seule voix. Pourquoi, Clémentine Autain ?* » (2 janvier 2023).

La question en suggère d'autres. Pourquoi les animateurs de cette matinale font-ils défiler des invités presque unanimement favorables à un accroissement de l'aide militaire à Kiev : M. François Hollande, Bernard Guetta, Isabelle Lasserre, Pierre Servent, etc. ? Pourquoi à partir de 20 heures sur LCI, sous la houlette de Darius Rochebin (un admirateur de Bernard-Henri Lévy), les « débats » relatifs à l'Ukraine rassemblent-ils un plateau de commentateurs atlantistes (selon les soirs, Pierre Servent, Isabelle Lasserre, Nicolas Tenzer), d'ex-chercheurs auprès de l'OTAN (Samantha de Bendern), un « *ancien agent du KGB* » en exil et des militants ukrainiens ? Pourquoi la couverture des magazines ressemble-t-elle à des tracts distribués à Kiev (« L'Ukraine doit vaincre », titre *L'Express* du 16 février 2023, en partenariat avec France Info) ? Pourquoi les reporters se contentent-ils si souvent d'illustrer un récit élaboré à Paris, et pourquoi enfin les éditoriaux ne font-ils qu'ajouter une patine de respectabilité à ce ton de croisade ?

C'est à croire que, pour tous, il n'y aurait qu'une seule politique étrangère possible, celle que conduisent Mme Ursula von der Leyen et le département d'État américain, et que résumait la ministre des affaires étrangères allemande le 25 janvier dernier : « *Nous menons une guerre contre la Russie.* » L'absence de pluralisme est d'autant plus pesante que les éventuels opposants de gauche se taisent ou se terrent (10). Lorsqu'elles parviennent à s'exprimer, les rares voix « réalistes » (par opposition aux adeptes de la « diplomatie des valeurs »), dont bien entendu aucune ne défend l'agression russe — MM. Dominique de Villepin, Pierre Lellouche, Hubert Védrine, ainsi que Natacha Polony, Emmanuel Todd, Pascal Boniface, etc. —, suscitent pourtant une curiosité immédiate. Au fond, après deux décennies d'une vie intellectuelle marquée par les appels de la gauche cultivée à « décentrer le regard » du nombril américano-européen pour donner enfin la parole aux « subalternes », les journalistes en sont revenus à l'essentiel : dans la guerre d'Ukraine, les points de vue chinois, indiens, latino-américains, arabes ou africains ne comptent pas.

Emportés par la logique de surenchère qu'ils imposent au monde politique, les médias coproduisent l'entrée en guerre progressive des pays occidentaux contre la Russie. Tout, dans leur traitement du conflit, laisse penser qu'un tel affrontement s'impose. Entamée il y a un an, cette bataille de l'opinion se déploie désormais sur trois fronts simultanés. D'abord la béatification de M. Zelensky, devenu l'influenceur le plus célèbre de la planète au point que toute foire du livre, tout festival de cinéma ou match de football américain ne peut prétendre au succès sans sa bénédiction vidéo. Des journalistes ont conclu que le président ukrainien n'a sans doute pas prononcé sa célèbre réplique à une offre américaine d'exfiltration, « *J'ai besoin de munitions, pas d'un taxi* », rapportée le 25 février 2022 par l'Associated Press ? Peu importe, Bernard-Henri Lévy, Raphaël Glucksmann, Léa Salamé, Edwy Plenel et ses confrères continuent de citer le propos avec émerveillement. Au point que le vérificateur en chef du *Washington Post* a dû rendre les armes : « *La réplique est tellement associée au courage de Zelensky qu'à ce stade le fact-checking n'aura aucun impact* (11). »

L'état-major ukrainien bénéficie d'une présomption de véracité moindre. Mais suffisante pour que ses communiqués, souvent fantaisistes, soient repris à l'indicatif. Exemple entre mille, le sabotage du gazoduc russe-européen Nord Stream, le 26 septembre dernier, conduit le *Washington Post*, LCI et France Inter à soupçonner aussitôt la Russie, conformément à la propagande de Kiev, plutôt que les États-Unis, dont le président a pourtant annoncé deux semaines avant le déclenchement du conflit : « *Si la Russie envahit [l'Ukraine], alors il n'y aura plus de Nord Stream 2. Nous y mettrons fin.* » L'intérêt des rédactions pour cet acte de terrorisme international s'est toutefois évaporé dès lors qu'elles ont échoué à établir la culpabilité du Kremlin.

Insuffisamment échaudée par cette expérience, la journaliste Ruth Elkrief interroge deux mois plus tard l'ancien ministre des affaires étrangères Védrine à propos de « *deux missiles russes probablement tombés en Pologne* » (LCI, 15 novembre 2022). Elle veut « *savoir si c'est délibéré de la part de Poutine* ». M. Védrine lui répond à plusieurs reprises qu'il faudrait « *d'abord vérifier l'information* ». Laquelle est ukrainienne — et fausse. La guerre mondiale sera donc évitée ce soir-là. La peur de froisser Kiev confine parfois à l'autocensure : quand le *New York Times* met en ligne un article d'abord titré « *Un scandale de corruption en Ukraine ravive les craintes américaines sur l'utilisation de son aide* » (27 janvier 2023), il est aussitôt corrigé et devient : « *Les officiels américains chargés de l'aide à l'Ukraine estiment que les dirigeants ukrainiens s'attaquent à la corruption* »...

Le deuxième front est celui de la campagne en faveur de la destruction économique et militaire de la Russie grâce à des sanctions et à l'intensification des livraisons d'armes à l'Ukraine : artillerie, missiles, chars, avions de combats. Non contents d'escamoter le débat sur les dangers d'un tel engrenage militaire, les médias assimilent toute idée de négociation à un quitus donné à Moscou (un nouveau « *Munich* » en somme). Quant aux mesures de rétorsion économiques, ils rechignent à admettre leur échec relatif tant ils ont milité en faveur des dix « *trains de sanctions* » déjà annoncés. Le Fonds monétaire international (FMI) annonce pourtant une croissance russe de 0,3 % en 2023, supérieure à celles de l'Allemagne (0,1 %) et du Royaume-Uni (− 0,6 %) (12). Mais les journalistes pourront d'autant

plus facilement occulter cette information que d'autres tâches prioritaires les requièrent : promouvoir le dernier film de Bernard-Henri Lévy (quatre critiques dithyrambiques dans des magazines français la semaine du 16 février) ou publier les portraits attendris d'opposants au Kremlin : le 27 janvier dernier, *Le Figaro Magazine* célèbre un bataillon de légionnaires russes en Ukraine qui rêvent d'abattre M. Poutine ; ce même jour, *M* (le magazine du *Monde*) chante les louanges d'un économiste libéral russe devenu directeur de la recherche à Sciences Po tout en contribuant à l'élaboration des sanctions contre Moscou. Virilisme et réaction d'un côté, diplômes et distinction de l'autre : le pluralisme au service de l'Ukraine est respecté.

« Petite musique » et gros sabots

Troisième front, sans doute le plus efficace car le moins perceptible : l'évitement de toute mise en perspective historique du conflit et des événements qui s'y déroulent. Lorsque le chroniqueur géopolitique de France Inter Pierre Haski, par ailleurs président de Reporters sans frontières, accuse — à juste titre — les Russes de «*frapper les villes et les infrastructures*» (14 février 2023), il omet de rappeler que c'est précisément ce qu'avait fait l'OTAN pendant la guerre du Kosovo. Au cours d'une conférence de presse tenue le 25 mai 1999, le porte-parole américain de l'organisation, M. Jamie Shea, en avait même tiré une certaine fierté :

Question : — «*Pourquoi privez-vous le pays de 70 % de son électricité mais aussi de son alimentation en eau ?*»

Jamie Shea : — «*Si M. Milošević [alors président de la République fédérale de Yougoslavie] veut vraiment que ses citoyens aient de l'eau et de l'électricité, il n'a qu'à accepter les conditions de l'OTAN, et nous arrêterons cette campagne de bombardement.*»

L'idée que d'autres peuples puissent assimiler l'impérialisme de la Russie à celui des États-Unis — guerres sans mandat des Nations unies au Kosovo puis en Irak, dénonciation par Washington de plusieurs accords sur le désarmement conclus avec Moscou, embargos et boycotts contre Cuba ou l'Iran, exécutions extrajudiciaires par voie de drones, persécution de Julian Assange et de Chelsea Manning — n'a pas sa place dans la plupart des salles de rédaction. Résultat, ces décisions occidentales sont effacées des mémoires ou traitées comme autant de cas particuliers dépourvus d'une logique d'ensemble. En rappeler l'enchaînement expose à se voir qualifié, selon les cas, de complice de Milošević, d'agent de Saddam Hussein ou d'idiot utile relayant la «*petite musique qu'on entend à Moscou*». Cette technique de disqualification opère sans effort lors d'une matinale de France Inter ou d'un point-presse du Pentagone. Elle est moins performante à Belgrade, Brasília, La Havane ou Gaza.

Mais la présentation biaisée de l'histoire n'appauvrit pas seulement la faculté de jugement des Occidentaux sur la guerre en cours. Elle rend aussi moins compréhensible la réaction d'autres peuples qui connaissent des faits que leurs médias ne s'interdisent pas de leur rappeler. L'affirmation que l'Ukraine «*se bat pour nos valeurs*» (13) ravive ainsi souvent chez des Arabes, des Africains ou des Latino-Américains le souvenir de la guerre d'Irak. Au moment où ils préparaient l'invasion de ce pays sous un prétexte mensonger, les États-Unis avaient en effet reçu le soutien de huit dirigeants européens — tchèque, espagnol, portugais, italien, britannique, hongrois, polonais, danois — sous la forme d'une lettre commune publiée le 30 janvier 2003 dans le *Wall Street Journal*. Elle commençait ainsi : «*Le vrai lien entre les Européens et les Américains, ce sont les valeurs que nous avons en commun : la démocratie, la liberté individuelle, les droits de l'homme et l'État de droit.*» Bilan : un pays détruit et des centaines de milliers de morts.

Est-ce à dire qu'ailleurs qu'en Ukraine d'autres agressions, destructions massives, violations du droit des peuples à l'autodétermination n'ont pas suscité autant d'indignation, le même arsenal de sanctions, la même abondance d'assistance militaire au pays agressé, la même mobilisation militante des médias ?

Silence dans les rangs !

SERGE HALIMI & PIERRE RIMBERT

-
- (1) Lire Serge Halimi, « L'obsession de la subversion aux États-Unis », *Le Monde diplomatique*, février 1988.
- (2) Andrei P. Tsygankov, *The Dark Double : US Media, Russia, and the Politics of Values*, Oxford University Press, 2019.
- (3) Rapport Wolfowitz, cité par Paul-Marie de la Gorce, « Washington et la maîtrise du monde », *Le Monde diplomatique*, avril 1992.
- (4) Lire Ibrahim Warde, « Les faiseurs de révolution libérale », *Le Monde diplomatique*, mai 1992.
- (5) Andrei P. Tsygankov, *The Dark Double, op. cit.*
- (6) Timothy Snyder, *The New York Daily News*, cité par Andrei P. Tsygankov, *op. cit.*
- (7) Jeff Gerth, « The press versus the president [https://www.cjr.org/special_report/trumped-up-press-versus-president-part-1.php] », *Columbia Journalism Review*, New York, 30 janvier 2023.
- (8) Lire « Tchernobyl médiatique », *Le Monde diplomatique*, mai 2019.
- (9) Jeff Gerth, [interview avec Matt Taibbi, 8 février 2023, [www.racket.news](https://www.racket.news/p/take-a-bow-columbia-journalism-review?utm_source=%2Fsearch%2Fjeff%2520Gerth&utm_medium=reader2) [https://www.racket.news/p/take-a-bow-columbia-journalism-review?utm_source=%2Fsearch%2Fjeff%2520Gerth&utm_medium=reader2]]
- (10) Lire Serge Halimi, « Une gauche désarmée », *Le Monde diplomatique*, novembre 2022.
- (11) *The Washington Post*, 6 mars 2022. Cf. aussi le *New Yorker*, 17 octobre 2022.
- (12) Fonds monétaire international, « Perspectives de l'économie mondiale. Mise à jour [<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2023/01/31/world-economic-outlook-update-january-2023>] », Washington, DC, janvier 2023.
- (13) Lire Alain Gresh, « Quand le Sud refuse de s'aligner sur l'Occident en Ukraine », Anne-Cécile Robert, « La guerre en Ukraine vue d'Afrique » et Akram Belkaïd, « La neutralité intéressée d'Alger et de Rabat », *Le Monde diplomatique*, mai 2022 et février 2023.

Mot clés: Presse Médias Audiovisuel Conflit russo-ukrainien 2022-